

## Sigles et acronymes

AfSS	Afrique subsaharienne
BCEAO	Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest
BEAC	Banque des États de l'Afrique centrale
CAE	Communauté de l'Afrique de l'Est
CEMAC	Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale
FMI	Fonds monétaire international
Méthode PMM	méthode d'imputation par la moyenne de prédiction (Predictive Mean Matching Method)
MMG	méthode des moments généralisés
Modèle MIMIC	modèle paramétrique à indicateurs et causes multiples (Multiple Indicator-Multiple Cause Model)
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODD	objectifs de développement durable
OIT	Organisation internationale du travail
PEM	<i>Perspectives de l'économie mondiale</i> (FMI)
PER	<i>Perspectives économiques régionales</i> (FMI)
PIB	produit intérieur brut
PME	petites et moyennes entreprises
PPA	parité de pouvoir d'achat
PPTE	pays pauvres très endettés
TVA	taxe sur la valeur ajoutée
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine

# Remerciements

L'édition d'avril 2017 des *Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne* (PER) a été préparée par une équipe dirigée par Céline Allard, sous l'autorité de David Robinson.

L'équipe était composée de Francisco Arizala, Romain Bouis, Mehmet Cangul, Hilary Devine, Jesus Gonzalez-Garcia, Cleary Haines, Mumtaz Hussain, Ali Mansoor, Leandro Medina, Nkunde Mwase, Monique Newiak, Maxwell Opoku-Afari, Cemile Sancak, Charalambos Tsangarides, Tim Willems, Frank Wu et Mustafa Yenice.

Ce rapport contient aussi des contributions de Luisa Charry, Wenjie Chen, Byung Kyoong Jang, Yun Liu, Daniela Marchettini, Manabu Nose, Alun Thomas, Arina Viseth, Torsten Wezel et Jiayi Zhang, ainsi que de Aline Coudouel, Emma Monsalve (toutes deux de la Banque mondiale).

L'équipe a bénéficié du concours de Natasha Minges pour la production du rapport, assistée de Charlotte Vazquez pour la composition. L'édition finale du rapport a été supervisée par Linda Long du Département des communications.

Les conventions suivantes sont utilisées dans la présente étude :

- Dans les tableaux, un blanc indique que la rubrique correspondante est en l'occurrence «sans objet», (...) indique que les données ne sont pas disponibles, et 0 ou 0,0 indique que le chiffre est égal à zéro ou qu'il est négligeable. Les chiffres ayant été arrondis, il se peut que les totaux ne correspondent pas exactement à la somme de leurs composantes.
- – entre des années ou des mois (par exemple 2016–17 ou janvier–juin) indique la période couverte, de la première à la dernière année ou du premier au dernier mois indiqué inclusivement; le signe / entre deux années (par exemple 2016/17) indique un exercice budgétaire (ou financier).
- Sauf indication contraire, lorsqu'il est fait référence au dollar, il s'agit du dollar des États-Unis.
- Par «point de base», on entend un centième de point (de pourcentage). Ainsi 25 points de base équivalent à  $\frac{1}{4}$  de point (de pourcentage).



# Résumé analytique

## RÉTABLIR LES CONDITIONS PROPICES À UNE CROISSANCE FORTE ET DURABLE

**Le rythme de la croissance reste hésitant en Afrique subsaharienne.** En 2016, la croissance s'est ralentie dans environ deux tiers des pays de la région — totalisant 83 % du PIB régional — et s'est chiffrée à tout juste 1½ %. Cela représente la plus faible performance en plus de vingt ans. Même le modeste rebond, avec une croissance de 2½ % attendue en 2017, sera dû pour une large part à des facteurs exceptionnels dans les trois plus grands pays — redressement de la production pétrolière au Nigéria, hausse des dépenses publiques à l'approche des élections en Angola et diminution progressive des effets de la sécheresse en Afrique du Sud — ainsi qu'à une légère amélioration de leurs termes de l'échange. Ce chiffre global masque une hétérogénéité considérable entre pays, puisque, dans certains des plus grands pays d'Afrique de l'Ouest et de l'Est, on prévoit encore des taux de croissance de 5 % à 7½ %. Néanmoins, la dynamique régionale reste dans l'ensemble faible et, à ce rythme, les taux de croissance de l'Afrique subsaharienne vont continuer à se situer très en dessous des tendances qui prévalaient il y a encore quelques années et tout juste au-dessus du taux de croissance démographique.

### **La détérioration de ces perspectives régionales tient en partie à l'ajustement insuffisant des politiques nationales.**

- Les pays les plus durement touchés par le nouveau contexte de cours pétroliers bas (Angola, Nigéria et pays de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale) ont encore du mal à se remettre des pertes de recettes et des difficultés de balance des paiements qui en ont résulté. Comme les ajustements ont été différés et demeurent encore limités dans ces pays, les retombées de la chute des prix du pétrole sur les autres secteurs continuent d'affaiblir leur économie et risquent d'engendrer des problèmes encore plus graves si rien n'est fait pour y remédier. Les autres pays exportateurs de produits de base, tels que le Ghana, la Zambie et le Zimbabwe, sont aussi aux prises avec d'importants déficits budgétaires.
- Dans les pays peu tributaires des exportations de ressources naturelles, tels que la Côte d'Ivoire, le Kenya et le Sénégal, les déficits budgétaires sont restés élevés depuis maintenant plusieurs années, dans la mesure où les pouvoirs publics s'efforçaient, à juste titre, de remédier aux déficiences sociales et infrastructurelles. Même si la croissance demeure vigoureuse, des signes de vulnérabilité commencent à se faire jour — la dette publique s'affiche en hausse, le coût des emprunts s'est accru et, dans certains cas, des arriérés de paiement s'accumulent et le montant des créances improductives s'accroît dans le secteur bancaire, même dans un contexte de forte croissance.

**Les perspectives sont aussi obscurcies par l'incidence de la sécheresse, d'infestations parasitaires et de problèmes de sécurité, de sorte que près de la moitié des pays d'Afrique subsaharienne se déclarent en situation d'insécurité alimentaire.** Les effets de la sécheresse qui avait frappé la plupart des pays de l'Afrique australe en 2016 se dissipent, mais un nouvel épisode touche diverses parties de l'Afrique de l'Est, des infestations parasitaires ont des effets dévastateurs sur l'agriculture dans plusieurs pays d'Afrique australe, et l'état de famine a été déclaré au Soudan du Sud et menace le Nord-Est du Nigéria en raison des conflits passés et en cours.

**Par ailleurs, l'environnement extérieur ne devrait guère être porteur.** Les récentes améliorations des cours des produits de base donnent certes quelque répit, mais ne seront pas suffisantes pour remédier aux déséquilibres dont souffrent actuellement les pays riches en ressources naturelles. La perspective de la normalisation de la politique monétaire américaine pourrait causer un nouveau durcissement des conditions de financement extérieur, ce qui accentue la nécessité de mettre en œuvre des politiques adaptées au niveau national.

**Dans ce contexte, il est urgent d'agir pour corriger les déséquilibres macroéconomiques dans les pays riches en ressources naturelles et pour préserver la dynamique actuelle dans le reste de la région.**

- Dans les pays riches en ressources naturelles les plus durement touchés, un assainissement des finances publiques s'impose d'urgence pour enrayer la baisse des réserves internationales et compenser les pertes de recettes permanentes. C'est en particulier le cas dans les pays de la CEMAC, où des mesures budgétaires doivent être mises en œuvre dans un contexte de plafonnement des crédits de la banque centrale aux États,

de manière à également contribuer à la réduction des pressions extérieures. Dans les pays où il est possible d'utiliser l'instrument du taux de change (Angola, Nigéria), une plus grande flexibilité du régime de change et la suppression des restrictions de change qui nuisent gravement à l'économie réelle devraient faire partie intégrante d'un train de mesures de politiques publiques cohérentes.

- Dans les autres pays, la priorité doit désormais être accordée à la résolution des vulnérabilités qui se font jour, faute de quoi la dynamique actuelle de croissance serait menacée. Si l'orientation expansionniste de la politique budgétaire a été appropriée jusqu'à présent, elle est allée de pair avec une augmentation de la dette et du coût des emprunts, et l'heure est maintenant venue d'en infléchir le cours au travers d'un assainissement graduel des finances publiques.

## FAIRE REDÉMARRER LA CROISSANCE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Le chapitre 2 cherche à mieux comprendre comment redynamiser l'activité économique à la lumière des points de retournement de la croissance que la région a connus et dans quelle mesure ils ont été suivis par des épisodes de croissance durable depuis 1950.

Les points de retournement de la croissance — définis comme des accélérations de la croissance (rupture à la hausse) et des décélérations de la croissance (rupture à la baisse) — sont courants en Afrique subsaharienne, mais ont évolué au fil du temps. La région a en particulier connu relativement moins de ruptures à la baisse depuis l'an 2000. En outre, les épisodes de croissance continue n'ont pas manqué dans la région, tant dans les pays riches que dans les pays pauvres en ressources naturelles. En fait, les épisodes de croissance continue sont devenus plus fréquents au cours des 15 dernières années. Cependant, en comparaison d'autres régions, ces épisodes sont en général plus brefs, présentent des fluctuations plus amples et s'achèvent plus souvent par un «atterrissage difficile».

Il en ressort que les épisodes de croissance continue sont favorisés par des politiques internes avisées : une politique budgétaire qui évite l'accumulation de dettes excessives, une politique monétaire soucieuse de maintenir l'inflation à un faible niveau, une politique d'ouverture commerciale et des réformes structurelles propres à réduire les distorsions des marchés. Au vu de la conjoncture extérieure moins porteuse, les résultats de ce chapitre renforcent l'appel lancé dans le premier chapitre en faveur d'efforts vigoureux de tous les pays pour raviver la croissance là où elle s'essouffle et pour la soutenir là où elle demeure relativement forte.

## L'ÉCONOMIE INFORMELLE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Le chapitre 3 traite du rôle de l'économie informelle en Afrique subsaharienne. L'économie informelle est une composante essentielle de la plupart des pays de la région, où elle représente entre 25 % et 65 % du PIB et entre 30 % et 90 % de l'emploi non agricole. Il ressort de l'expérience internationale que le secteur informel devrait conserver une grande importance en Afrique subsaharienne pendant encore de nombreuses années, ce qui est à la fois une chance et un défi pour les responsables des politiques publiques.

Du côté positif, l'activité informelle fait office de filet de sécurité, car elle fournit du travail et des revenus à une population en âge de travailler nombreuse et croissante, qui serait sinon privée d'emplois, car le secteur formel n'en offre pas suffisamment. Par contre, la productivité est en général bien plus faible dans le secteur informel que dans le secteur formel : la productivité des entreprises informelles ne s'élève qu'à un cinquième ou un quart de celle des entreprises formelles. Les autorités doivent donc adopter une stratégie équilibrée afin de formaliser le secteur informel en s'attachant à en accroître la productivité, tout en promouvant l'expansion des entreprises formelles.

Heureusement, les mesures visant à créer un climat économique propice à l'expansion du secteur formel rehausent aussi la productivité du secteur informel, ce qui facilite la transition des ressources du secteur informel au secteur formel et contribue à favoriser les accélérations de la croissance. En particulier, le chapitre établit que l'amélioration de l'accès au crédit est un moyen essentiel de favoriser le développement du secteur formel. Il est aussi indiqué de promouvoir le bon fonctionnement du marché des produits. À cet égard, la réglementation du marché des produits dans le cadre du système juridique et la libéralisation des échanges semblent revêtir une importance particulière, de même que l'accès à l'électricité.